



PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

**Direction du Développement Durable et
des Collectivités Locales**
Bureau de l'environnement

Arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-2835 du 17 octobre 2015
relatif à la réhabilitation du site de la société ELM LEBLANC SAS
sis 123-125, rue Diderot à Drancy

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le titre I^{er} du livre V, et en particulier :

- les articles L. 511-1 et L. 512-20,
- les dispositions de l'alinéa II de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans le cadre de la surveillance et la réhabilitation du site suite à la mise à l'arrêt des installations classées ayant été exercées,
- les dispositions de l'article R. 512-39-4 du code de l'environnement indiquant que le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;

VU les circulaires en date du 8 février 2007 du ministre en charge de l'environnement et relatives aux sites et sols pollués et leurs annexes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 02-5388 du 15 octobre 2002 de remise en état du site de la société ELM LEBLANC situé 123-125, rue Diderot à Drancy (93700) ;

VU la lettre préfectorale du 18 avril 2014 demandant à la société ELM LEBLANC SAS de compléter les informations et les éléments d'analyse précédemment transmis dans le cadre de la réhabilitation du site ;

VU la lettre du 5 novembre 2014 par laquelle la société ELM LEBLANC SAS répond partiellement à la lettre préfectorale du 18 avril 2014 et transmet les analyses de sols et des eaux souterraines sur le site et des mesures de gaz de sols et d'air ambiant chez deux riverains réalisées par la société VEOLIA à la demande de la société ELM LEBLANC SAS ;

VU l'étude de synthèse élaborant un programme d'investigations complémentaires, produite par la société HPC ENVIROTEC et transmise à l'inspection des installations classées par message électronique du 12 mai 2015 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 juillet 2015 proposant d'encadrer les travaux de réhabilitation du site par arrêté préfectoral complémentaire ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 15 septembre 2015, au cours duquel l'exploitant a pu être entendu ;

VU les observations présentées par l'exploitant lors de cette séance conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté porté le 21 septembre 2015 à la connaissance de l'exploitant conformément au premier alinéa de l'article R. 512-26 du code de l'environnement, auquel renvoie l'article R. 512-31 du même code, et l'absence d'observations écrites de l'exploitant dans le délai réglementaire de quinze jours ;

CONSIDÉRANT que la lettre du 5 novembre 2014 ne répond que partiellement aux demandes de la lettre préfectorale du 18 avril 2014 ;

CONSIDÉRANT que la société ELM LEBLANC SAS, accompagnée du bureau d'étude HPC ENVIROTEC a pu présenter à l'inspection des installations classées, lors d'une réunion qui s'est tenue le 18 juin 2015, son programme d'investigations complémentaires et les difficultés rencontrées pour répondre aux demandes formulées dans la lettre préfectorale du 18 avril 2014 ;

CONSIDÉRANT la nécessité de s'assurer de la compatibilité entre l'état des milieux et les usages constatés sur site et hors site (habitations) ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'encadrer la surveillance de la qualité des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'encadrer les investigations en vue de rechercher les sources de pollution sur le site ;

CONSIDÉRANT que les réseaux d'eaux usées peuvent constituer des voies de transfert de la pollution ;

CONSIDÉRANT que la société ELM LEBLANC SAS a cessé définitivement l'exploitation de ses activités aux 123-125, rue Diderot à Drancy (93700) le 26 juillet 2001 et qu'elle est le dernier exploitant du site au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le type d'usage futur retenu pour ces zones est, en application de l'article R. 512-39-5 du code de l'environnement, s'appliquant aux installations ayant cessé leurs activités avant le 1^{er} octobre 2005, un usage comparable à celui de la dernière période d'activité, soit un usage de type industriel ;

CONSIDÉRANT qu'il y a eu lieu d'imposer des prescriptions techniques complémentaires à la société ELM LEBLANC SAS, afin notamment de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

En application des articles L. 512-20, R. 512-31 et R. 512-39-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

A R R Ê T E

Article 1^{er} – Généralités :

Les prescriptions techniques constituant les articles 2 à 8 du présent arrêté, prises en application des articles R. 512-31 et L. 512-20 du code de l'environnement, sont imposées à la société ELM LEBLANC SAS, dont le siège social se situe aux 124-126, rue de Stalingrad à Drancy, ayant exploité des installations classées aux 123-125 rue Diderot à Drancy.

Article 2 – Surveillance de la qualité des eaux souterraines :

Les campagnes d'analyses des eaux souterraines sont réalisées semestriellement, pendant les périodes de basses eaux et hautes eaux. Ces analyses portent a minima sur l'ensemble des Composés Organo-Halogénés Volatils (COHV), BTEX, hydrocarbures et métaux et sur l'ensemble des piézomètres présents sur le site et installés à l'extérieur du site.

L'installation des nouveaux piézomètres sur le site, prévue par le programme d'investigations complémentaires (rapport HPC-F 1A/2.14.4747.a du 12 mars 2015), devra intervenir sous un délai n'excédant pas 6 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral à la société ELM LEBLANC SAS. En vue de définir l'étendue de la pollution dans la zone, la société ELM LEBLANC SAS fait installer, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, à l'extérieur du site des piézomètres dans la nappe.

La prochaine campagne d'analyses de la qualité des eaux souterraines est réalisée sous un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral à la société ELM LEBLANC SAS.

La société ELM LEBLANC SAS transmet les résultats d'analyses de la qualité des eaux souterraines à l'Inspection dès leur réception. Les délais entre la réalisation des campagnes d'analyses et la transmission des rapports de campagnes à l'inspection ne doit pas excéder 3 mois. Ces résultats d'analyses devront être accompagnés d'une interprétation et d'un commentaire.

Les piézomètres sont maintenus en bon état et sont aisément accessibles. Ils permettent de déterminer l'orientation et le sens de la nappe localement.

La société ELM LEBLANC SAS doit s'assurer auprès des propriétaires des terrains d'un passage et d'un accès aux ouvrages à l'organisme compétent chargé de la surveillance de la qualité des eaux souterraines sur le site.

La société ELM LEBLANC SAS fournit à l'inspection des installations classées un bilan quadriennal ayant pour objet, sur la base d'une analyse des résultats de la surveillance environnementale mise en œuvre sur la période quadriennale écoulée, d'asseoir les modalités de surveillance pour les quatre années suivantes.

En fonction des résultats d'analyses obtenus, sur demande justifiée et après avis de l'inspection des installations classées, la fréquence et les paramètres à analyser pourront être modifiés ou la surveillance arrêtée.

Une cartographie des panaches de pollution dans la nappe sera établie en fonction des résultats obtenus.

Article 3 – Contrôle de la qualité des eaux potables sur le site :

La société ELM LEBLANC SAS réalise et transmet à l'inspection, sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude complète de la qualité des eaux potables utilisées sur le site. Les analyses portent a minima sur l'ensemble des COHV, BTEX et hydrocarbures.

Cette étude est basée sur des données essentielles à sa bonne réalisation telles que les plans enterrés des réseaux d'eaux et les différents points de distribution d'eaux sur le site.

Article 4 – Mesures de gaz dans les réseaux d'eaux usées sur site et chez les riverains :

La société ELM LEBLANC SAS réalise et transmet à l'inspection, sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les résultats des mesures de gaz dans les réseaux d'eaux usées du site et des riverains.

Ces analyses portent a minima sur l'ensemble des COHV et BTEX.

Article 5 – Investigations en vue de rechercher les sources de pollution sur le site :

La société ELM LEBLANC SAS réalise, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, des campagnes d'investigations de la qualité des gaz des sols (Piézairs, Membrane Interface Probe (MIP) ou à défaut des prélèvements d'air sous la dalle sur cartouche à charbon actif) au droit et à proximité des principaux bâtiments ayant abrité des activités ou installations potentiellement polluantes, y compris dans les bâtiments A et C ayant fait l'objet de réaménagements. Les analyses portent a minima sur l'ensemble des COHV et BTEX.

Des sondages de sols sont réalisés, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, au droit de chaque sondage mettant en évidence des teneurs en gaz significatives dans les résultats des campagnes d'investigation. Des sondages de sols sont également réalisés sous ce même délai pour rechercher les hydrocarbures au droit des activités ou installations potentiellement polluantes en hydrocarbures.

Toutes les mesures nécessaires sont mises en œuvre pour localiser les différentes sources de pollution sur le site.

Article 6 – Contrôle de la qualité de l'air ambiant sur site :

La société ELM LEBLANC SAS réalise, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, des mesures de la qualité de l'air ambiant au droit de tous les bâtiments ayant abrité des activités ou installations potentiellement polluantes, y compris dans les bâtiments A et C ayant fait l'objet de réaménagements dans la partie sud et dans l'atelier semi-enterré sous le bâtiment E dans la partie nord.

Les analyses portent a minima sur l'ensemble des COHV et BTEX.

La société ELM LEBLANC SAS s'assure par une étude de la compatibilité entre l'état du site et son usage. Cette étude est transmise à l'inspection sous un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Une cartographie des panaches des gaz du sol est établie en fonction des résultats obtenus. Les points de prélèvement de l'air ambiant sont représentés sur une carte.

Article 7 – Accessibilité aux ouvrages et pour les investigations :

La société ELM LEBLANC SAS s'assure auprès des propriétaires des terrains anciennement exploités par la société ELM LEBLANC d'un passage et d'un accès aux ouvrages à l'organisme compétent chargé de la surveillance et du contrôle de la qualité de l'état du site.

Pour cela, la société ELM LEBLANC SAS informe préalablement, dans des délais raisonnables, les propriétaires des terrains ou convient d'une date avec eux pour permettre un accès à l'organisme compétent aux différents ouvrages ou zones d'investigations.

Article 8 – Contrôle de la qualité de l'air ambiant chez les riverains :

La société ELM LEBLANC SAS vérifie, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, la compatibilité entre l'état des milieux et les usages constatés hors site (habitations), a minima en réalisant des mesures directes des gaz des sols et air intérieur (caves et pièces de vie) chez les particuliers susceptibles d'être impactés (a minima dans les rues Gutenberg, Garros et Louise Michel), notamment où se situait le bâtiment O devenu une habitation.

Les analyses portent a minima sur l'ensemble des COHV et BTEX.

Au regard de la proximité des habitations et des limites de propriété du site, en cas de refus massifs pour la réalisation de mesures chez les riverains, la société ELM LEBLANC SAS installe de nouveaux piézajirs en limite de propriété du site et réalise des mesures, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 9 – Délais et voies de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'arrêté leur a été notifié ;
- 2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de l'arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

Article 10 – Notification et publicité :

Le présent arrêté sera notifié à la société ELM LEBLANC SAS au 124/126 rue de Stalingrad 93711 DRANCY CEDEX par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Drancy, place de l'Hôtel de ville – BP 76 – 93701 Drancy cedex et pourra y être consultée.

L'arrêté sera affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un certificat d'affichage attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture de la Seine Saint-Denis.

Article 11 – Exécution de l'arrêté :

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis, secrétaire générale adjointe, chargée de l'arrondissement chef-lieu, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, la maire de Drancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le préfet,

pour le préfet et par délégation
le secrétaire général .

Hugues BESANCENOT